

Lisez le journal numérique
sur le site : lindependant.org

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1553 DU JEUDI 10 AOÛT

Coup d'État au Niger

P.9



La France est-elle responsable de l'instabilité en Afrique de l'Ouest ?

Tragédie des Eaux à Coyah et Kindia P.5

Deuils et détresse frappent de plein fouet, avec près de 3500 personnes touchées (ANGUCH)

Tougué

Un enseignant se donne la mort par pendaison P.3

Implacable combat du Ministre contre la Fraude à la Fonction Publique

Noms de défunts approuvés, Réseau de corruption campe sur ses positions P.4

P.2



Putsch Niger

La junte militaire à Niamey joue avec les nerfs des émissaires internationaux...

Renforcement des Journalistes en Guinée

Unis pour une Couverture Médiatique Éthique et Juste

ONU Droits de l'homme, le PNUD et l'UNFPA en collaboration avec le ministère de l'information et de la communication organisent des ateliers de renforcement de capacités des journalistes dans les régions de Labé et Kindia du 07 au 11 août 2023.

Labé et Kindia du 07 au 11 Août 2023, soixante quinze (75) journalistes venus des médias publics et privés des régions de Labé, Kindia et Conakry prendront part à cette session de renforcement de capacité portant sur les principes d'éthique, de déontologie et de droits humains pour une couverture médiatique juste et objective du procès des événements du 28 septembre 2009.



Ces sessions, qui font

suite à celles déjà tenues en Juin 2023 à Nzérékoré et à Kankan, se dérouleront respectivement les 7 et 8 août à Labé pour les journalistes de Labé et de Mamou, puis du 10 et 11 août 2023 à Kindia pour les journalistes de Kindia et de Conakry. Elles verront la participation de la Haute Autorité de la Communication, la Cellule de communication de l'unité de gestion du procès du 28 septembre, et des autorités locales de Labé, de Kindia et de Conakry.

Ces activités s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du « Projet conjoint d'appui au renforcement de la cohésion sociale et à la réconciliation nationale en Guinée », mis en œuvre par ONU Droits de l'homme et UNFPA, avec l'appui technique et financier du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (BPF). Plus globalement, elles visent à renforcer le rôle des journalistes dans la circulation de l'information, dans la lutte contre les discours

de haine, dans la promotion de la lutte contre l'impunité, de la cohésion sociale pour un processus de réconciliation nationale inclusif en Guinée.

ONU Droits de l'Homme à travers cette session, entend mettre en œuvre son mandat d'appui à la promotion et à la protection des droits de l'homme, singulièrement renforcer la lutte contre l'impunité, contribuer à rétablir la confiance entre toutes parties prenantes et tous les corps sociaux constitués dans le domaine de la cohésion nationale et du processus de réconciliation nationale.

D'une manière générale, il s'agit pour ONU Droits de l'homme d'aider la Guinée à solder l'ensemble du passif historique relatif aux violations graves des droits de l'homme et contribuer au renforcement de l'état de droit, la consolidation de la paix et la coexistence pacifique entre les peuples et populations de Guinée.

ONU Droits de l'homme, le PNUD et l'UNFPA

Putsch au niger

La junte militaire à Niamey joue avec les nerfs des émissaires internationaux...

La junte militaire au pouvoir à Niamey a refusé ce mardi 8 Août 2023 de recevoir les délégations envoyées par la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA) et les Nations Unies (UN), sous prétexte que leur sécurité n'était pas « garantie ».



Comme dans un manœuvre de manipulation, la junte militaire parle de problèmes pour canaliser les jeunes « mécontents » de la CEDEAO.

Cette évolution de la situation survient au moment où, en dépit du fait que l'ensemble de la communauté internationale continue à reconnaître Mohamed Bazoum comme unique et légitime président du Niger (voir lettre adressée par la France à l'ambassadrice du Niger à Paris), les compagnons d'armes d'Abdourahmane Tchiani tentent tant bien que mal de marquer leur territoire

Lettre France : voir la lettre en PDF sur : <https://www.lindependant.org/putsch-au-niger-la-junte-militaire-niamey-joue-avec-les-nerfs-des-emissaires-internationaux/>

Ces dernières heures, le

changement de chef d'état major général des forces armées le général Saïfou Modi par le général Moussa Salaou Barmou, a montré que les auteurs du coup d'état ne compte pas plier sous la pression de la CEDEAO.

Dans la foulée, le nom d'un nouveau « Premier Ministre » en la personne d'Ali Mahaman Lamine Zeine, 58 ans, ex ministre de l'économie et des finances de l'ex président Tandja Mamadou, a été annoncé par les putschistes.

L'actuel PM, Mahamadou Ouhoumoudou, reconnu par la communauté internationale, se trouvait à l'étranger au moment du coup d'état.

La CEDEAO a annoncé une réunion extraordinaire le 10 Août 2023 et il ne serait guère étonnant que les sanctions déjà en cours soient durcies.

Alpha Amadou Diallo

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Kipé Dadiya
Commune de Ratoma
servicecommercial@lindependant.org
Tél : 628.529.162 / 628.85.84.18
Conakry

Redacteur en chef

Alpha Amadou DIALLO:
628.85.84.18 Email:
alphaamadoudiallo@lindependant.org
lindependantguinee@gmail.org

Comité de rédaction

Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Aïssatou Sadio BAH

Collaborateur

Algassimou L DIALLO
Oumar CAMARA
Abdoul Chaolis DIALLO
Saliou KEITA

P.A.O

G. SOUMAORO
Tél. (+ 224) 628.529.162

Recouvrements, Abonnements,

Marketing, Publicités & Annonces

servicecommercial@lindependant.org
Amadou Tidiane DIALLO
Tél. (+224) 666 60 79 99
Amadoutidianediallo

@lindependant.org

Distribution: SPIC / Maison du

Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Le

Scribe

Lisez le journal numérique sur le site
<https://lindependant.org>

Politique/niger

Idriss Chérif, l'ex conseiller de Dadis brocarde les putschistes au Niger

Idriss Chérif, l'ex conseiller du putschiste de 2008-2009 (le capitaine Moussa Dadis Camara), est monté au créneau pour fustiger le coup d'état au Niger. Cette position surprenante de celui qui est devenu entretemps politicien, montre à quel point la situation dans ce pays sahélien a choqué le monde, même parmi les personnalités qui ont déjà eu à collaborer avec une junte militaire...



c'est d'assurer la sécurité et l'intégrité de tous les citoyens de leur pays. La CEDEAO et les institutions internationales doivent tout mettre en œuvre pour que le Niger revienne à son état initial, c'est-à-dire le respect strict de la démocratie et des institutions de la République », a-t-il ajouté.

Chérif s'est chargé de la communication de Dadis, même après les événements sanglants du 28 septembre 2009 qui ont fait au moins 157 morts, de nombreux blessés et une centaine de femmes violées.

Suite à ces événements, une vidéo diffusée sur France24 (voir ci-dessous), intitulée « L'ivresse du pouvoir » montre Chérif tout acquis à la cause du patron du Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD) de l'époque.

Amadou Tidiane Diallo

« Si les institutions d'un État marchent convenablement et qu'il y a un coup de force qui vient surgir dans cet État, ce qui veut dire que c'est de la foutaise et c'est le cas au Niger. L'armée est une institution qui est au ser-

vice du politique, il ne faut pas l'occulter. Donc, c'est un acte de vandalisme militaire », affirme Chérif.

« Il faut qu'il y ait la rigueur pour que ces militaires-là sachent que leur rôle,

Guinée

Au moins un mort à Coyah après 48 heures d'intempéries intenses

La préfecture de Coyah, à une cinquantaine de kilomètres de Conakry, était sous les eaux le week-end du 5-6 août. Des fortes précipitations ont arrosé la capitale de la Guinée pendant près de 48 heures sans interruption. Elles ont fait un mort et d'importants dégâts matériels.

Une quarantaine de personnes ont reçu des soins à

l'hôpital de la ville et dans les centres de santé environnants, selon des sources. Des maisons d'habitations inondées ou englouties et des riverains du seul cours d'eau qui arrose la ville ont tout perdu. Voilà le spectacle désolant auquel les secouristes de la Croix-Rouge, de la protection civile et des nombreux volontaires ont été confrontés durant le week-

end.

Selon les premiers constats établis sur place, le ministre de l'Administration du territoire, Mory Condé, qui s'est rendu sur place, a pointé du doigt les constructions anarchiques. La ville de Coyah est la localité la plus arrosée de la Guinée maritime.

Mouctar Bah ave Rfi

Siguiri

Des arrestations suite à une manifestation à Bidika Franwalia

Des manifestations ont éclaté depuis le 6 Août 2023 à Siguiri, précisément dans la sous-préfecture de Bidika Franwalia, obligeant les forces de l'ordre à intervenir. Le bilan provisoire fait état d'un blessé et 7 personnes arrêtées.

Les manifestants exigent le départ de 4 chefs de quartier de Franwalia 1 et 2, Hèrèmakonon et Missiran pour... avoir passé 10 ans à leurs postes.

Selon un des manifestants interrogés par nos confrères de Guinée7.com, les mouvements d'humeur vont continuer tant que les forces de l'ordre seront présentes sur les lieux.

« Le préfet de Siguiri et ses secrétaires généraux ne pourront pas dire qu'ils ne sont pas informés de ce dossier. Nous avons fait plus 9

mois sur ça, ils n'ont pas été clairs envers nous. S'ils ne pouvaient pas résoudre le problème, ils devraient saisir la justice au lieu de passer par la voie violente ; nos amis sont arrêtés. Avec tout ça, le préfet nous oblige de remettre nos recettes aux anciens dirigeants qui ont été poursuivis par la justice pour la dégradation de l'environnement. Il faut que ça soit clair, tant que les policiers sont là nous allons continuer à manifester », a déclaré Amadou Traoré.

Des bonnes volontés se sont tout de même interposées pour conduire les différentes parties au dialogue.

Au deuxième jour de la manifestation au moins 1 blessé a été enregistré et 7 personnes ont été arrêtées. Par ailleurs, des dégâts matériels ont été enregistrés.

Alpha Amadou Diallo

Tougue

Un enseignant se donne la mort par pendaison

Le corps de Mamadou Samba Camara, enseignant à Koundara, a été découvert pendu au toit de sa case, dans son village Gaïgui, district Bolet, commune urbaine de Tougué où il est arrivé il y a quatre jours pour un séjour.

Après une veillée autour du Thé (Ataya), l'enseignant est parti se coucher et le lendemain vendredi après-midi, son frère, de retour de son champ, a demandé aux enfants les nouvelles de leur oncle, ils ont dit qu'ils ne l'ont pas vu encore. Alors il défonce la porte de la case et voit le corps suspendu de Mamadou Samba à l'aide d'une chaise.

Le constat fait par une mission composée du juge, du commissaire central de po-



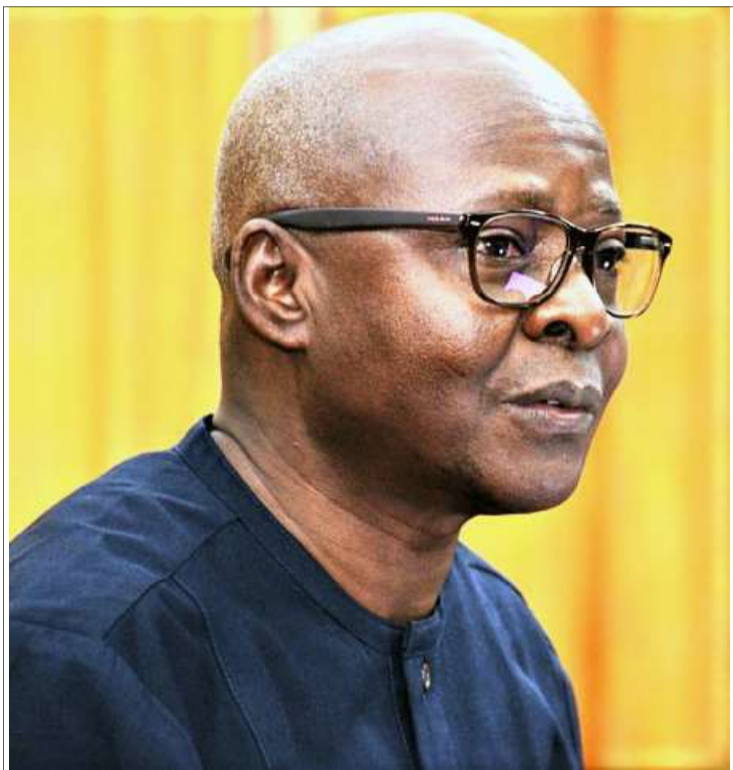
lice et d'un médecin légiste, a révélé que le corps ne présentait aucune trace de violence. Le corps a été restitué à la famille qui a procédé à l'inhumation dans la soirée du vendredi 4 août 2023. Des auditions de ses proches sont en cours au Commissariat central de Police de Tougué, pour tenter de savoir les causes de ce suicide.

(Source : AGP)

Implacable Combat du Ministre Contre la Fraude à la Fonction Publique

Noms de défunts approuvés, Réseau de corruption campe sur ses positions

Dans une bataille acharnée, le Ministre Julien Yombouno se tient-il au seuil d'une victoire indubitable dans son assaut visant à éradiquer les maux qui gangrènent l'appareil administratif guinéen ? L'interrogation se fait légitime face à l'opposition extraordinairement farouche qui entrave cette entreprise de réforme.



Dans sa quête intrépide de modernisation du système, où l'intégration de la biométrie apparaît comme un jalon crucial avant toute nouvelle adhésion, le Ministre en charge de ce dossier

se heurte à la résistance opiniâtre des réseaux mafieux enracinés.

Lors d'une récente incursion dans les contrées reculées du pays, Julien

Yombouno s'est engagé dans des dialogues sans détour avec les cadres, notamment les responsables des ressources humaines au sein des administrations régionales et préfectorales.

Ces échanges ont été décrits comme des rencontres édifiantes, où toute subtilité s'est vue exclue.

« C'est au sein de la localité pittoresque de Lola que j'ai été brutalement confronté à la malhonnêteté de certains directeurs des ressources humaines. Là-bas, j'ai pu scruter des noms de personnes décédées, qui, par une distorsion machiavélique, ont été inscrits comme amis en chair et en os, et dont les listes ont été fallacieusement avalisées.

C'est dans cette région à laquelle je suis intimement lié que cette révélation m'est apparue. J'ai pu vérifier que des individus emportés de-

puis belle lurette par l'éternité ont été adoubés sans sourciller.

Cela atteste de l'envergure nationale de ce fléau. Tout ceci n'est qu'un modeste échantillon, un simple aperçu en ce lieu qu'est Lola, où je suis familier des visages de tous ceux qui ont servi l'État jusqu'à mon propre départ », confie avec une pointe d'amertume le Ministre Yombouno.

D'après les dires du Ministre Yombouno, des centaines de fonctionnaires ont réussi à s'inscrire depuis des contrées étrangères, des nations telles que les États-Unis, le Sénégal, l'Allemagne et le Mali, bien qu'ils ne puissent se targuer du statut diplomatique et des congés de formation. « Ces individus sont tout bonnement ceux qui ont lâchement déserté leurs postes.

Nous avons d'ores et déjà réussi à les identifier et une estimation approximative de leur nombre est déjà en notre possession, mais une confirmation officielle se profile à l'horizon. La phase de

préenregistrement touche à sa fin, tandis que le chapitre de la biométrie prendra son envol sous peu. Nous ne pouvons nier que chacun d'entre nous compte dans son cercle proche des parents, des enfants ou des neveux qui viennent de clore leurs études et nourrissent l'ambition de servir au sein de la fonction publique. Néanmoins, le Président et le gouvernement ont établi une condition incontournable : pas de biométrie, pas de recrutement, du moins jusqu'à nouvel ordre », précise le Ministre.

Dans un ballet politique où les enjeux se révèlent cruciaux, Julien Yombouno persiste à confronter les flots tumultueux de la corruption en quête d'une transparence implacable.

Les jours à venir nous diront si sa persévérance portera les fruits d'une réforme tant attendue ou si les tentacules de la fraude réussiront à maintenir leur étreinte sournoise sur les artères vitales de l'appareil administratif.

Algassimou L Diallo

Tragédie des Eaux à Coyah et Kindia

Deuils et détresse frappent de plein fouet, avec près de 3500 personnes touchées (ANGUCH)

Le glas lugubre des inondations a résonné sans relâche à travers les villes de Coyah et Kindia en ce sinistre week-end écoulé. L'Agence Nationale de Gestion des Urgences et Catastrophes Humanitaires (ANGUCH) a à présent levé le voile sur un bilan funeste : deux vies fauchées, celles d'Aboubacar Kourouma, endeuillant Coyah, et de Mme Fatoumata Karim Camara, tragiquement emportée à Kindia. À cela s'ajoute la sombre réalité de 3496 individus, désormais marqués par l'impact dévastateur de ces crues sans merci, répartis au sein de 327 foyers.

Dans cette tragédie aux chiffres cruels, une réalité poignante se profile : plus de 1400 enfants, âgés de moins de dix ans, se trouvent pris au piège de ces événements implacables, détaille le bilan diffusé par cette entité relevant du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. Dans la foulée de la désolation, l'ANGUCH s'est déjà mise en mouvement, envoyant des ravitaillements vers les zones touchées, tout en lançant un appel vibrant à la solidarité, unissons nos forces pour soutenir ces âmes meurtries et les aider à relever la tête

après cette épreuve accablante.

« En ces heures sombres, le cri de l'humanité résonne avec force, un appel à rester soudés, à tendre la main à nos voisins, à nos compatriotes frappés par cette tragédie implacable. Ensemble, nous surmonterons cette épreuve, érigeant notre collectivité en une forteresse résiliente, renforcée par l'élan de la solidarité », a lancé l'Agence Nationale de Gestion des Urgences et Catastrophes Humanitaires.

À travers ces jours sombres, les rues inondées deviennent des témoins silencieux de la détresse, et les



cœurs des communautés touchées battent au rythme d'une résilience qui transcende les calamités. Cependant, l'appel à la générosité et à l'unité persiste, car au-delà des flots ravageurs, c'est l'humanité qui s'élève,

forgée par l'épreuve et solidifiée par le lien indomptable qui unit chaque membre de cette communauté en quête de réconfort et de renouveau.

Abdoul Chaolis Diallo

Joachim Millimono Interpelle

«L'UFDG et le Congrès ombragé de 2020»

Dans une prise de position musclée, Joachim Millimono, personnage éminent au sein de la scène politique guinéenne, questionne avec véhémence : « Comment peut-on ainsi accuser l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) de négliger la tenue d'un congrès en l'année trouble qu'a été 2020 ? » Ses paroles résonnent dans le contexte brûlant d'une discussion animée.

Lors d'une entrevue exclusive accordée à Africaguinee.com, le ministre en charge des Postes, Télécommunications et de l'Économie Numérique, Ousmane Gaoual Diallo, n'a pas hésité à affirmer que la machine organisationnelle de l'UFDG s'est essoufflée, déplorant l'absence de structures véritablement actives au sein du parti. Gaoual Diallo martèle, à qui veut bien l'entendre, que l'année 2020 a été témoin d'une carence en termes de congrès au sein de l'UFDG.

Cependant, cette déclaration est loin d'être reçue sans réaction par les partisans de Cellou Dalein Diallo, fervent leader de l'UFDG. La riposte fuse, accusant Gaoual Diallo

de partialité manifeste et de dénigrement délibéré. Le coordonnateur de la cellule de communication de l'UFDG, qui s'est exprimé sur cette controverse, soutient avec véhémence : « Nous devons prendre nos engagements au sérieux dans cette nation. Les preuves doivent être fournies. En toute franchise, quel autre parti politique peut se targuer de rivaliser avec l'UFDG en termes d'enracinement, de dynamisme et de solidité ? L'empreinte d'un parti se façonne à travers le maillage de ses structures internes, sa capacité d'implantation sur le terrain. Voilà ce qui importe. »

Joachim Millimono, soucieux de faire entendre sa

voix, poursuit en déclarant avec détermination :

« Les propos d'Ousmane ne m'ébranlent en rien. Ils ne sont que l'écho d'un traître qui s'égaré dans ses énonciations. Il faut véritablement arborer une vision déformée pour proférer de telles allégations. Après le congrès de 2015, il était prévu que 2020 accueillerait une nouvelle édition. Cependant, qui aurait pu rassembler une foule de 2 000 personnes en cette période marquée par les soubresauts du Covid-19 ? C'est pourquoi je m'abstiens de m'engager dans ce débat stérile avec lui. N'est-il pas évident pour tous que la pandémie mondiale du Covid-19 a ébranlé les fon-



dements mêmes de notre société ? »

Au cœur de la Guinée, Millimono rappelle le climat de restrictions qui a plané, avec l'interdiction des rassemblements de plus de 300 personnes. Seul Alpha Condé a défié cette norme, justifiée par la quête d'un troisième mandat présidentiel. Le référendum constitutionnel et l'élection présidentielle qui ont suivi sont encore frais dans les mémoires. « Tout le monde sait que c'était un acte formellement prohibé en Guinée. Cela a marqué le point de départ d'une crise profonde, une crise alimentée

par les manœuvres électorales frauduleuses orchestrées par Alpha Condé lui-même », expose-t-il avec passion.

Pour finir, Joachim Millimono s'interroge avec une pointe d'ironie amère : « Comment peut-on alors jeter la pierre à l'UFDG pour n'avoir pas organisé son congrès en cette année tumultueuse qu'a été 2020 ? C'est le paroxysme de la mauvaise foi, une illusion qui frôle les confins de la logique. » Les mots percutants de Millimono résonnent comme un écho retentissant, jetant une lumière crue sur les complexités du paysage politique guinéen.

Algassimou L Diallo

Lansana Kouyaté

Une voix dissidente contre l'Éventuelle Intervention militaire au Niger

La CEDEAO sous le feu des critiques alors qu'elle brandit l'ultimatum de la semaine pour restaurer Mohamed Bazoum au pouvoir au Niger. Dans ce contexte tendu, Lansana Kouyaté, ancien secrétaire exécutif de l'organisation, élève sa voix pour désapprouver la démarche adoptée, la qualifiant de prématurée et inappropriée.



Kouyaté, qui connaît bien les arcanes de la CEDEAO, exprime son désaccord sur la manière dont la situation a été gérée. « Les méthodes étaient déjà établies », souligne-t-il, insistant sur le besoin de recourir d'abord aux canaux diplomatiques.

« La première organisation responsable de la paix et de la stabilité mondiale, ce sont les Nations Unies, par le biais du Conseil de sécurité opérant sous le chapitre 6, axé sur la diplomatie, l'envoi d'émissaires, d'avertissements et d'envoyés spéciaux », explique-t-il.

« Les étapes graduelles consistent à épuiser les

moyens de pression », souligne Kouyaté. « On commence par les avertissements, on intensifie avec les embargos économiques, et en dernier recours, on active le chapitre 7, où l'option militaire est envisagée », poursuit-il. Cependant, il souligne que la CEDEAO a brusquement opté pour le chapitre 7 en évoquant explicitement l'usage de la force. « C'est une approche inhabituelle pour la CEDEAO », souligne-t-il avec conviction.

La semaine précédente, Abdel-Fatau Musah, commissaire de la CEDEAO en charge des affaires politiques et de la sécurité, avait déclaré que l'option militaire était « la toute dernière option sur la table, le dernier recours, mais nous devons nous préparer à cette éventualité ». Cette déclaration a

fait grincer des dents et a suscité des inquiétudes quant à la résolution pacifique du conflit.

Sur le terrain, à Niamey, le Conseil national pour la sauvegarde de la partie (CNSP), la junte au pouvoir, a fait entendre un ton ferme en refusant de céder à toute forme de menace extérieure. Alors que la CEDEAO tente de gérer une situation politique délicate au Niger, Lansana Kouyaté, par son franc-parler, soulève des questions essentielles sur la manière dont les conflits doivent être gérés au sein de l'organisation régionale.

Saliou Keita

L'indépendant
L'information
en toute
indépendance

Pépé Francis Haba explique son départ de l'ANAD

Une quête d'animation et de préparation politique

Dans un geste audacieux qui a secoué le paysage politique, six partis politiques de premier plan ont récemment rompu leurs liens avec l'Alliance nationale pour l'alternance et la démocratie (ANAD), déclenchant un débat intense sur les motifs de leur départ. Le vide laissé par leur sortie a suscité des spéculations sur des arrière-pensées et des manœuvres stratégiques. Au milieu de la conjoncture tourbillonnante, Pépé Francis Haba, président de l'Alliance pour la République (APR) et figure clé de la coalition nouvellement formée, s'est avancé pour clarifier leur décision.

Dans une interview exclusive accordée le mardi 8 août 2023 à FIM FM, Haba a démantelé les affirmations selon lesquelles leur départ était un stratagème calculé orchestré par le pouvoir en place pour saper Cellou Dalein Diallo, le chef orchestrateur de la coalition politique. Avec une franchise résolue, Haba a décrit la motivation qui a motivé sa décision de se séparer de l'ANAD, affirmant que son objectif principal est de revigorer le paysage politique et de se positionner pour les prochaines tentatives électorales.

« A l'ANAD, nous nous sommes retrouvés dans une situation dépourvue de visibilité et de compréhension concernant l'exécution d'activités cruciales pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel.

« En tant qu'entités politiques naissantes, notre manque de compréhension de la direction de la transition a entravé notre capacité à être proactifs », a révélé Haba, mettant à nu la préoccupation centrale qui avait motivé leur départ.

« Nous avons quitté nos rôles dans le secteur privé pour nous engager dans l'arène politique avec des aspirations à prendre le pouvoir. Nous avons reconnu qu'une participation active au processus de transition était primordiale pour atteindre notre objectif, plutôt que de languir uniquement en tant que voix dissidentes. »

Cependant, le récit de Haba ne reposait pas uniquement sur ce fondement. Il a souligné que leur décision a été éclairée par les commentaires et les conseils de leurs partisans, qui ont émis des réserves sur la posture qu'ils ont adoptée au sein des rangs de l'ANAD. La question litigieuse a émergé lors des délibérations autour de la

mise en place d'un cadre de dialogue inter-guinéen. Haba a brossé un tableau saisissant du scénario, racontant : « Au milieu d'environ 25 entités politiques au sein de l'ANAD à l'époque, des points de vue divergents ont émergé concernant la participation. Alors que certaines factions prônaient l'engagement, d'autres ont opté contre. Finalement, le consensus majoritaire était d'absentement. »

S'inspirant de leurs interactions diplomatiques, Haba a encore éclairé leur position. « Nos engagements avec diverses voies diplomatiques, y compris l'ambassade des États-Unis, les Nations Unies et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), nous ont incités à rejoindre le cadre du dialogue.

« Malheureusement, il y a eu des cas où nous avons fourni des explications qui ont confondu nos partenaires techniques et financiers. Nos structures de base ont également été constantes dans leurs exigences d'engagement proactif, nous invitant à prendre en main notre destin, à relancer nos prouesses organisationnelles et à contribuer activement au dialogue. »

Abordant leur changement, Haba a souligné son engagement à s'aligner sur les aspirations constructives de ceux qui les ont soutenus. « Nous avons choisi d'embrasser le dialogue pour favoriser une transition marquée par la tranquillité, en adhérant aux intérêts collectifs de nos supporters », a-t-il souligné, offrant un aperçu du tissu nuancé de leur décision.

Pourtant, le cœur de leur départ reposait sur un sentiment plus profond. Haba a parlé d'un sentiment palpable d'éloignement, déclarant : « Nous nous sommes éloignés parce que nous ne

nous sentions plus chez nous, poussés par le désir de présenter nos idées uniques à la population. Notre vision s'étend à une préparation méticuleuse des élections locales et législatives imminentes. L'objectif est de présenter notre candidat présidentiel distinct. »

Au milieu des bouleverse-

Bah Oury

« L'Unité et la prudence essentielles pour le retour à l'ordre constitutionnel en Guinée »

Le président de l'Union des démocrates pour la renaissance de la Guinée (UDRG), Bah Oury, souligne l'importance d'une approche unifiée pour restaurer l'ordre constitutionnel en Guinée, mettant en garde contre une dépendance excessive envers la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Dans une entrevue avec le Before des GG, Oury appelle à la coopération des forces vives pour faciliter le retour au pouvoir des civils dans les meilleurs délais. Selon Bah Oury, il existe deux entités distinctes au sein de la CEDEAO : la commission de la CEDEAO, composée principalement de hauts fonctionnaires désignés pour des rôles techniques et administratifs, et la conférence des chefs d'État. Il souligne que certains chefs d'État agissent en fonction de leurs propres intérêts, ce qui peut nuire aux décisions prises par la CEDEAO.

Prenant l'exemple de la tentative anticonstitution-



ments politiques, la voix de Pépé Francis Haba émerge comme un appel de clairon à une vigueur renouvelée et à une participation active. Avec une position résolue, il a tracé une voie qui trans-

cende la simple dissidence, offrant un aperçu d'un avenir où l'évolution politique est alimentée par des aspirations à une véritable transformation et à un engagement significatif.

Saliou Keita



nelle de changement de la Constitution en 2010 par Alpha Condé, Oury rappelle les efforts déployés pour alerter la CEDEAO. Cependant, il regrette que la réaction de l'organisation ait été insuffisante, et qu'elle ait même fermé les yeux sur la situation pour satisfaire les désirs de Condé. Le résultat fut la crise du troisième mandat et ses conséquences désastreuses jusqu'au 5 septembre 2021.

Bah Oury insiste sur l'importance de reconnaître la réalité géopolitique actuelle, où chaque pays poursuit ses propres intérêts. Il encourage la Guinée à adopter une approche pragmatique en coopérant avec d'autres nations pour résoudre les problèmes cruciaux tout en reconnaissant que les intérêts nationaux peuvent différer. Il met en garde contre le fait de négliger les risques que pose l'environnement géopolitique, soulignant que

de nombreuses parties pourraient ne pas souhaiter voir la Guinée prospérer.

Bah Oury appelle à l'unité nationale et à une approche réaliste pour résoudre les problèmes du pays. Il affirme que la Guinée doit travailler en coopération avec d'autres nations, tout en protégeant ses intérêts fondamentaux, notamment dans un contexte où les enjeux géopolitiques sont complexes et variés.

Abdoul Chaolis Diallo

Récollage Historique

Le Musée National de Guinée amorce une remise à neuf après 27 ans

Après la phase théorique avec la Direction du Musée des Armées sis au Camp Samory Touré, la phase pratique du recollement des objets muséaux vient de commencer à Conakry.



Ceci s'inscrit dans la dynamique de vérification générale et exhaustive du Musée comparée au nombre d'objets porté dans les registres. Une activité qui consiste à faire l'inventaire de tous les objets conservés dans le Musée.

Justifiant le bien-fondé de cette activité, le Directeur général du Musée national de Guinée a tout d'abord rappelé que le musée a deux rôles, à savoir : la conservation et l'exposition.

À en croire Hamza Kaba, la conservation ne peut se faire que lorsqu'on connaît le nombre d'objets que nous avons ainsi que leur état.

Sur plus de 12.000 objets conservés au Musée national de Guinée, ce présent recollement, deuxième du genre depuis 1996, concerne les objets ethnographiques qui sont au nombre de 2600 qu'il faut faire sortir, regarder les numéros, la provenance de chaque objet et faire l'état de sa conservation.

Parmi ces objets figurent ceux plusieurs fois séculaires. Puisqu'avec la fouille archéologique de Niani, des objets ont été reçus au Musée national de Guinée por-

tant notamment sur des porcelaines qui datent du XIII^e siècle.

« De cette date à maintenant, il va s'en dire qu'il faut les restaurer pour que ces objets restent dans un état de conservation appropriée », a expliqué M. Hamza Kaba.

Pour le Chef de division Conservation et Restauration au Musée national a confié avoir réparti l'équipe en trois parties, dont celle déployée vers les pièces dans les étagères, sur les rayons, celle chargée du dépoussiérage et celle chargée de l'enregistrement.

En sa qualité de conservateur, Aly Kouyaté apprécie l'état de conservation et juge de la bonne qualité ou de la nécessité de restaurer tel ou tel objet, ou encore de l'éventualité de le traiter.

« Au terme de tous ces travaux, une équipe technique va se retrouver pour sélectionner les objets à restaurer et les objets à traiter », a-t-il clarifié.

Assurant la coordination de ce recollement, M. Moustapha Diawara, Directeur général adjoint du Musée national, a indiqué qu'après ce processus, il sera procédé à un classement des objets.

Le projet de mise en place du musée virtuel porté par les autorités de la transition devrait être l'aboutissement de ce projet de recollement. Car, de l'avis des responsables du Musée national de Guinée, le pays ne peut pas migrer vers la virtualisation si on ne connaît pas le nombre réel d'objets que nous avons et leur état.

Il est donc prévu le début de la numérisation à partir du 31 août prochain, suivie de la numérisation avec des partenaires et techniciens français.

Source : Guineenew.org

Billet

J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans âme.

Walaoulou BILIVOGUI

Évaluation des Ministres

Perspectives et risques clarifiés par la Primature

La récente évaluation des ministres par le chef du gouvernement a suscité l'attention du public, alimentant les spéculations sur les répercussions possibles pour les ministres mal notés. Alors que les résultats de cette évaluation sont attendus avec intérêt par les Guinéens, la Primature a choisi de démystifier les enjeux et les conséquences associés à cette évaluation.



Comparant cette évaluation à un examen classique, le directeur du cabinet de la Primature a expliqué que c'était une étape intermédiaire destinée à évaluer le degré d'appréciation des ministres. À l'instar des évaluations périodiques avant le baccalauréat, cette étape ne constitue pas un obstacle absolu, mais plutôt une opportunité pour les ministres de se perfectionner et de s'améliorer. « Si vous êtes dans la tendance ou si vous avez une faiblesse de vous perfectionner davantage », a-t-il souligné.

Cependant, il convient de noter que cette évaluation intermédiaire ne constitue pas la dernière étape du processus. Selon Mohamed Sy Savané, intervenant sur Espace TV, une évaluation finale plus approfondie est prévue à la fin de l'année, en décembre. Cette évaluation finale jouera un rôle déterminant dans la manière dont les ministres sont perçus et évalués sur la durée. Elle permettra de déterminer si un ministre qui avait des performances moyennes lors de l'évaluation intermédiaire a réussi à progresser

et à démontrer une compétence accrue.

En substance, les résultats de l'évaluation de parcours serviront de repère pour évaluer l'évolution des ministres jusqu'à la fin de l'année. Si un ministre parvient à corriger ses faiblesses et à améliorer sa performance, il pourrait bénéficier d'appréciations positives lors de l'évaluation finale. En revanche, si la situation s'inverse et que des insuffisances persistent, les autorités prendront des mesures appropriées pour aborder la question.

Il est clair que l'évaluation des ministres vise à stimuler l'amélioration continue au sein du gouvernement et à garantir que les membres du cabinet sont alignés sur les objectifs et les normes établis. Cette approche transparente et progressive devrait contribuer à maintenir un niveau élevé de responsabilité et de performance au sein de l'administration, tout en offrant aux ministres l'opportunité de se développer et de réussir dans leurs fonctions.

Algassimou L Diallo

En Attente de Bitume

Labé-Mali-Kédougou, l'axe économique en quête de Transformation

Le tracé Labé-Mali-Kédougou, longtemps promis comme la voie de développement par excellence, demeure plongé dans l'attente. L'économiste averti Safayiou Diallo pointe du doigt cette épineuse question et exhorte les décideurs à se saisir de cet enjeu crucial. Décryptage.

La route qui relie Labé à Mali et Kédougou, frontière sénégalaise, se trouve au centre de préoccupations qui transcendent les frontières nationales. Le rôle clé de cet itinéraire dans le façonnement du paysage économique et social, en particulier pour les communautés riveraines, suscite une attention urgente des autorités.

L'essence même de cet article est d'alerter les instances gouvernementales sur le rôle vital de l'axe Labé-Mali-Kédougou dans la promotion du développement socio-économique. Il est indéniable que l'achèvement de cette voie, dont le financement a été sécurisé depuis plusieurs mois (exemple du tronçon Labé-Mali : 107 km pour un coût global de 160,76 millions d'euros, avec 1,2 million d'euros assumés par l'État guinéen, soit 0,7%, et le reste pris en charge par la BID), catalysera des retombées positives, notamment dans le domaine crucial des transports.

Cependant, l'essor économique tant convoité est étroitement lié à la qualité et à l'accessibilité des infrastructures routières, garantes du succès des entreprises qui s'activent au sein du pays. Ignorer ce fait revient à maintenir certaines populations en marge, un état de fait incompatible avec les aspirations d'une nation en quête de croissance.

Le développement durable requiert indubitablement des voies fiables, capables de servir l'intérêt général. En investissant dans des routes de qualité, l'État assure une mobilité accrue pour divers groupes démographiques, incluant les personnes à mobilité réduite, telles que les femmes enceintes ou avec de jeunes enfants, ainsi que les individus en situation de handicap ou les

personnes âgées.

Il est grand temps que le tronçon Labé-Mali-Kédougou, laissé en suspens malgré les promesses, reçoive enfin l'attention qu'il mérite. Les recettes douanières générées par cette route devraient constituer un argument convaincant. Ces gains renforceront la capacité de collecte des droits de douane de la Région Administrative de Labé, emboîtant ainsi le pas à Koundara, relevant de Boké.

En outre, il convient de souligner que ce tronçon, totalisant moins de 230 km jusqu'à Kédougou à la frontière sénégalaise, est bien plus court que Labé-Koundara, qui s'étend sur au moins 250 km (dont 25 km non bitumés). L'atout majeur réside dans la possibilité de raccourci qu'il offre aux usagers, qui jusqu'à présent l'empruntent rarement en raison de son état déplorable.

Une découverte récente de ressources minérales dans la région de Lébékéren, notamment du ciment, ajoute un élément significatif à l'équation. De plus, le Mali est reconnu pour sa production de pommes de terre, dont une part substantielle est acheminée vers le Sénégal en raison de la proximité géographique, accentuée par l'état déplorable de la route (environ 4 heures pour parcourir 80 km). Des points agricoles comme Gaya et Lébékéren (mentionné précédemment) contribuent également à cette dynamique.

L'asphaltage de cette route agira comme un aimant, attirant les citoyens guinéens établis au Sénégal grâce à des conditions climatiques idéales. Cette situation pourrait être un catalyseur pour le secteur touristique, favorisant la cons-

truction d'hôtels haut de gamme pour accueillir les visiteurs potentiels.

Les témoignages d'individus qui ont traversé cette zone ont mis en évidence des disparités frappantes en matière de charges pour les commerçants. Importer ne serait-ce que du lait du Sénégal coûte moins cher (en moyenne 50 000 000 GNF) que de passer par Conakry. Cette situation favorise la stabilité des prix et explique en partie pourquoi certains produits à Yembering sont plus abordables que dans d'autres régions de la Guinée, du fait de la proximité avec le Sénégal, dont la monnaie jouit d'un taux de change fixe.

En considérant que ce projet résulte d'une collaboration entre l'État et le bailleur de fonds (BID), il importe de reconnaître que son exécution nécessitera non seulement des coûts financiers (impôts, taxes fis-



cales et parafiscales), mais également une période d'amortissement tenant compte d'une évaluation économique rigoureuse. Sans une telle démarche, les ressources allouées à cette infrastructure risquent de se perdre dans un vide économique, compromettant ainsi les perspectives de croissance nationale.

En tant que bénéficiaires directs de ce projet, nous devons garder à l'esprit que l'État devra constituer une réserve pour faire face à l'usure inévitable de la route. Cette provision sera alimentée par les taxes prélevées sur les entreprises et les particuliers empruntant cette voie.

En somme, l'axe Labé-

Mali-Kédougou, à l'image de tant d'autres, mérite une transformation majeure au bénéfice des populations et de l'État. Cette route, au-delà de sa fonctionnalité nationale, revêt une dimension transnationale.

Sauvegardons collectivement cet atout patrimonial, non seulement pour son apport économique au pays, mais aussi pour sa contribution à la lutte contre la pauvreté, un fléau persistant malgré l'augmentation du revenu moyen guinéen. C'est un rappel que nous fait la récente classification de la Guinée par la Banque mondiale en tant que pays à revenu faible.

Algassimou L Diallo et Visionguinée.

Tension à Franwalia

Devant la fronde des jeunes, le gouverneur de Kankan tape du poing sur la table

La sous-préfecture de Franwalia, située à environ 64Km du chef-lieu de la préfecture de Siguiri, est proie à une fronde des jeunes de la localité.

Devant les violences causées par cette crise, le gouverneur de la région de Kankan, en tournée actuellement dans la zone, a adressé un message de retenue et d'avertissement aux jeunes frondeurs ce mardi 8 juillet.

« Je suis déjà informé de la situation à Franwalia où

un groupe de jeunes demande la dissolution des bureaux de district sans motif, malgré la médiation des sages.

Ainsi, je mets en garde ces perturbateurs et j'ai donné des instructions fermes. Toute personne interpellée et impliquée dans cette affaire sera jugée et condamnée conformément à la loi. Trop, c'est trop !

Cette fois-ci, je vais mettre un terme à ce genre de situation à Siguiri », prévenu le colonel Moussa Condé.

Présentement, six jeunes manifestants ont été arrêtés, dont un blessé grave.

Les forces de défense et de sécurité assurent le maintien d'ordre dans cette commune rurale.

Il est à noter que ces jeunes réclament des bureaux de district un compte-rendu sur plus de 700 millions de francs guinéens provenant des redevances minières locales dans cette sous-préfecture.

Guineenew.org

Coup d'État au Niger

La France est-elle responsable de l'instabilité en Afrique de l'Ouest ?

Le Niger est le dernier pays d'Afrique de l'Ouest où l'armée a pris le contrôle, après le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Tchad, tous d'anciennes colonies françaises. Depuis 1990, 78 % des 27 coups d'État perpétrés en Afrique subsaharienne l'ont été dans des États francophones, ce qui amène certains commentateurs à se demander si la France - ou l'héritage du colonialisme français - n'est pas à blâmer.

De nombreux auteurs de coups d'État aimeraient certainement que nous le pensions. Le colonel Abdoulaye Maïga, nommé premier ministre par la junte militaire malienne en septembre 2022, a lancé une attaque cinglante contre la France.

Critiquant les «politiques néocolonialistes, condescendantes, paternalistes et revanchardes», M. Maïga a affirmé que la France avait «renié les valeurs morales universelles» et poignardé le Mali «dans le dos».

Le vitriol anti-français s'est également développé au Burkina Faso, où le gouvernement militaire a mis fin en février à un accord de longue date qui permettait aux troupes françaises d'opérer dans le pays, en donnant à la France un mois pour retirer ses forces.

Au Niger, pays voisin des deux, les allégations selon lesquelles le président Mohamed Bazoum était une marionnette au service des intérêts français ont servi à légitimer sa destitution, et cinq accords militaires avec la France ont depuis été révoqués par la junte dirigée par le général Abdourahmane Tchiani. C'est en partie pour cette raison que le coup d'État a été suivi de manifestations populaires et d'attaques contre l'ambassade de France.

L'histoire apporte un certain crédit à ces griefs. Le régime colonial français a mis en place des systèmes politiques conçus pour extraire des ressources précieuses tout en utilisant des stratégies répressives pour garder le contrôle.

Il en a été de même pour le régime colonial britannique, mais ce qui caractérise le rôle de la France en Afrique, c'est la mesure dans laquelle elle a continué à s'engager - ses détracteurs diraient à s'immiscer - dans la politique et l'économie de ses anciens territoires après



l'indépendance.

Sept des neuf États francophones d'Afrique de l'Ouest utilisent toujours le franc CFA, qui est rattaché à l'euro et garanti par la France, comme monnaie, un héritage de la politique économique française à l'égard de ses colonies.

La France a également conclu des accords de défense qui l'ont amenée à intervenir militairement de manière régulière en faveur de dirigeants pro-français impopulaires afin de les maintenir au pouvoir.

Les manifestants au Niger ont également condamné les pays voisins qui ont imposé des sanctions économiques depuis le coup d'État.

Dans de nombreux cas, cela a renforcé la position de personnalités corrompues et abusives telles que l'ancien président tchadien Idriss Déby et l'ancien président burkinabé Blaise Compaoré, créant ainsi des défis supplémentaires pour la lutte en faveur de la démocratie.

Bien que la France ne soit pas intervenue militairement pour rétablir l'un des chefs d'État récemment déposés, tous étaient considérés comme «pro-français».

Pire encore, les rela-

tions entre les dirigeants politiques français et leurs alliés en Afrique étaient souvent corrompues, créant une élite puissante et riche aux dépens des citoyens africains.

François-Xavier Verschave, un éminent économiste français, a inventé le terme Françafrique pour désigner une relation néocoloniale cachée par «la criminalité secrète dans les hautes sphères de la politique et de l'économie françaises». Selon lui, ces liens ont permis de «détourner» d'importantes sommes d'argent.

Bien que les gouvernements français récents aient cherché à prendre leurs dis-

«Quatre des pays qui ont connu le plus grand nombre de tentatives de coup d'État depuis 1952 sont le Nigeria (8), le Ghana (10), la Sierra Leone (10) et le Soudan (17), qui ont tous connu la domination britannique.»

tances avec la Françafrique, les relations problématiques entre la France, les intérêts commerciaux français et l'Afrique sont constamment rappelées, notamment par un certain nombre d'affaires de corruption embarrassantes.

Il est donc facile de comprendre pourquoi un Nigérien a déclaré à la BBC que : «Depuis mon enfance, je suis opposé à la France... Ils ont exploité toutes les richesses de mon pays, comme l'uranium».

Ces scandales ont souvent été balayés sous le tapis alors que les alliés politiques africains de la France étaient forts et que le soutien militaire de la France contribuait à maintenir la stabilité.

Ces dernières années, la capacité de la France et d'autres États occidentaux à assurer l'ordre s'est détériorée, les rendant de plus en plus vulnérables aux critiques.

Malgré un financement et des troupes considérables, la réponse internationale menée par la France aux insurrections islamistes dans la région du Sahel n'a pas permis aux gouvernements d'Afrique de l'Ouest de reprendre le contrôle de leurs territoires.

Le sort des dirigeants civils du Burkina Faso et du Mali en a été particulièrement affecté, car leur incapacité à protéger leurs propres citoyens a donné l'impression que le soutien de la France était plus un handicap qu'une bénédiction.

La colère et la frustration croissantes de la population ont encouragé les dirigeants militaires à croire qu'un coup d'État serait célébré par les citoyens.

Malgré toutes les erreurs commises par la France dans ses relations avec ses anciennes colonies africaines au fil des ans, l'instabilité que connaissent actuellement les États francophones ne peut pas être imputée uniquement à la France.

La France n'a pas été la seule ancienne puissance coloniale à soutenir des dirigeants autoritaires à l'étranger.

Certains opposants à l'engagement français au Niger ont manifesté leur soutien à la Russie.

Pendant les jours sombres de la guerre froide, le Royaume-Uni et les États-Unis ont aidé à soutenir un certain nombre de dictateurs en échange de leur loyauté, de Daniel Arap Moi au Kenya à Mobutu Sese

(Suite à la page 11)

«Le sort des dirigeants civils du Burkina Faso et du Mali en a été particulièrement affecté, car leur incapacité à protéger leurs propres citoyens a donné l'impression que le soutien de la France était plus un handicap qu'une bénédiction.»

Santé... Santé... Santé...

Myopie

Voici 6 choses que vous ne saviez (peut-être) pas sur ce trouble de la vue qui explose

Elle est un facteur de risque de déchirement de la rétine

L'œil myope est plus long de quelques millimètres que l'œil normal. Pour cette raison, la myopie est un facteur risque important d'un décollement de la rétine, soit la présence d'une petite poche de liquide sous cette membrane qui tapisse le fond du globe oculaire. Plus le degré de myopie augmente, plus le risque est fort : chez les myopes la prévalence est de 100 pour 100 000 contre 3/100 000 chez les non myopes.

Dans le monde, 2,5 milliards de personnes sont touchées par la myopie. En France, près de 40% de la population serait concernée. Et pourtant, nombreux sont ceux qui ne savent pas donner une bonne définition de cette pathologie oculaire.

Dans le monde, l'épidémie de myopie progresse. Si aujourd'hui 2,5 milliards de personnes sont touchées par cette anomalie oculaire qui affecte la vision de loin et qui la rend floue, les experts estiment que ce chiffre pourrait passer à 5 milliards en 2050. En France, la tendance est la même : 40% des Français sont concernés contre 15% seulement en 1950.

En avril 2022, une enquête de l'Ipsos a testé les connaissances d'un certain nombre de Français sur la myopie : 3 601 participants ont été interrogés, dont 3 100 personnes de 18 ans et plus, et 1 449 parents d'enfants de moins de 18 ans. Et si 43% des Français de plus de 18 ans déclarent être atteints de myopie, 51% des adultes sont incapables de don-



ner une définition correcte de ce qu'est la myopie.

HÉRÉDITÉ ET TEMPS PASSÉ SUR LES ÉCRANS

Seules 8% des personnes interrogées connaissent les signes suspects d'une myopie, comme un enfant qui cligne excessivement des yeux, un enfant qui écrit petit ou a des maux de tête à répétition. À l'inverse, beaucoup pensent à tort que la fatigue est un facteur de développement de la myopie.

Hormis le temps passé sur les écrans et l'hérédité, il existe également au sein du grand public une réelle méconnaissance des facteurs de risque de la myopie. Par exemple, plus un enfant passe du temps en extérieur, plus il réduit ses risques de myopie : 1 Français sur 4 l'ignore. 1 Français sur 3 considère même que le temps passé dehors n'a aucun impact sur la myopie.

PLUS LA MYOPIE COMMENCE TÔT, PLUS ELLE ÉVOLUE VITE

La myopie n'est pas

sans risque, et encore plus quand elle est forte (-6 dioptrie). Elle augmente significativement le risque de développer d'autres pathologies liées comme le glaucome, la cataracte, le décollement de la rétine et, dans le pire des cas, la malvoyance ou la cécité. D'où la nécessité de la dépister et de la prendre en charge le plus tôt possible.

8 Français sur 10 ne savent pas que plus elle commence tôt, plus elle évolue vite. Un tiers ne savent pas non plus qu'il est fortement recommandé de consulter un spécialiste chez les enfants avant l'entrée au CP et au collège.

Pour freiner les effets de cette myopie, l'Institut d'Éducation Médicale et de Prévention lance une campagne d'information et de dépistage de la myopie donc l'objectif est de sensibiliser l'opinion, favoriser le dépistage précoce mais surtout inciter les patients à risques à se faire suivre régulièrement, soit tous les un à deux ans.

Source : topsante.com

Décollement de la rétine

6 idées reçues sur cette affection rare mais grave

Le décollement de rétine ne fait pas mal. Si on a une douleur ou l'œil irrité, c'est juste un concours de circonstances, cela n'a pas de lien avec le décollement de la rétine, rassure le Dr Sébastien Bruneau, ophtalmologue à l'hôpital Fondation Rothschild (Paris).

2/6 - On peut prévenir un décollement de rétine

Faux. Il n'y a pas de réelle prévention. Si on présente des facteurs de risque, il est préférable d'avoir un suivi régulier avec un fond de l'œil, tous les six à douze mois pour une personne à forte myopie et une fois par an pour un patient opéré de la cataracte.

3/6 - Un décollement de rétine est forcément dû à un choc

Faux. Que ce soit un choc émotionnel ou un choc lié à une chute de sa hauteur, cela n'entraîne pas de décollement de la rétine. En revanche, un traumatisme direct sur l'œil, comme un coup de poing, peut en être la cause.

4/6 - Le décollement de rétine ne touche que les seniors

Faux. C'est une maladie qui atteint toutes les classes d'âge de la population, avec une prépondérance après 50 ans. A cet âge, un phénomène naturel se produit : le décollement postérieur du vitré, qui peut entraîner des déchirures, puis un décollement de la rétine. Mais les myopes, en particulier les myopes forts, peuvent être atteints de décollement de la rétine avant. Il existe aussi des maladies ou des malformations congénitales qui favorisent cette maladie chez l'enfant.

5/6 - Des taches sur les yeux c'est forcément un décollement de rétine

Faux. Cela peut être un signe avant-coureur d'une déchirure ou d'un décollement de la rétine, mais ces petites taches noires peuvent aussi être la traduction normale du vieillissement du corps vitré qui forme ces condensations en général bénignes. Le corps vitré est composé à 90 % d'eau mais aussi de collagène qui, avec le temps, forme de petits agrégats fibreux plus denses et moins transparents.

6/6 - C'est trop délicat pour être opéré au laser

Faux. La chirurgie de l'œil au laser a commencé dans les années 1980. Utilisée pour traiter les défauts de la vision, elle fait aussi partie de l'arsenal en cas de décollement de la rétine.

Vous êtes en train de lire et tout à coup, un voile ou une tache noire vous cache une partie de la page. Il faut réagir vite, car vous souffrez peut-être d'un décollement de rétine. Sans traitement, cette maladie rare peut conduire à la cécité.

Tissu nerveux tapissant le fond de l'œil, la rétine est une

(A suivre)



Voile devant les yeux

Coup d'État au Niger

C'est grave ou pas ?

Avoir une impression de voile blanc devant les yeux est un trouble oculaire le plus souvent bénin. Mais il ne faut pas hésiter à en parler au médecin pour être sûr que cela ne cache pas une maladie sous-jacente



Une sensation de voile blanc devant les yeux ou de vision floue peut être déconcertante. Mais c'est le plus souvent bénin et passager. Si cela se produit lorsque vous vous levez rapidement de votre fauteuil ou de votre chaise, c'est dû à une chute de tension.

Cela peut arriver aussi, si vous êtes sur le point de vous évanouir lors d'un stress soudain. «Se lever trop vite, faire trop d'efforts, se déshydrater ou prendre certains médicaments peut également entraîner une hypotension - c'est-à-dire une chute de la tension artérielle - et potentiellement un voile blanc» explique au *Washington Post*, la Dre Sarah Thornton, neuro-ophtalmologiste à Philadelphie (Etats-Unis).

«Cela peut aussi arriver sur les montagnes russes ou dans les accidents de voiture, lorsque l'organisme subit une décélération» ajoute-t-elle.

POURQUOI FAUT-IL EN PARLER AU MÉDECIN ?

Un voile blanc devant

les yeux produit par un stress, un effort physique ou une chute de tension disparaît rapidement.

Toutefois, si cela se produit régulièrement, il ne faut pas hésiter à en parler au médecin, qui vérifiera qu'il n'y a pas une cause sous-jacente, et plus particulièrement une maladie cardiovasculaire comme une arythmie, une fibrillation auriculaire, une insuffisance cardiaque ou encore une sténose aortique.

Les voiles devant les yeux avec apparition de flashes de lumière blanche peuvent aussi avoir une cause ophtalmologique et être le signe d'un décollement de la rétine.

Pour aider votre médecin à déterminer la cause exacte, essayez de déterminer si un seul œil est affecté, en fermant l'œil pour vérifier que pour l'autre tout semble normal.

Notez aussi précisément combien de temps le voile blanc a duré.

Topsanté.com

La France est-elle responsable de l'instabilité en Afrique de l'Ouest ?

Seko dans ce qui était alors le Zaïre, devenu aujourd'hui la République Démocratique du Congo.

La relation étroite entre les coups d'État et l'ancienne puissance coloniale était également beaucoup moins fréquente dans les époques précédentes. Quatre des pays qui ont connu le plus grand nombre de tentatives de coup d'État depuis 1952 sont le Nigeria (8), le Ghana (10), la Sierra Leone (10) et le Soudan (17), qui ont tous connu la domination britannique.

Si la récente tendance aux coups d'État dans les États francophones peut refléter l'héritage de la Françafrique, elle a également été soutenue par des niveaux d'insécurité «sans précédent» dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest et de la région du Sahel, avec «des groupes armés, des extrémistes violents et des réseaux criminels» qui sapent la confiance du public dans les gouvernements civils, selon l'ONU.

Chacun des coups d'État de ces trois dernières années a également été motivé par un ensemble spécifique de fac-

teurs nationaux qui démontrent l'influence des dirigeants politiques et militaires africains.

Au Mali, le contexte du coup d'État comprenait un afflux de forces extrémistes à la suite de l'effondrement de l'État libyen en 2011, des allégations selon lesquelles le président avait manipulé les élections locales et des manifestations antigouvernementales de masse orchestrées par les partis d'opposition dans la capitale.

L'élément déclencheur du coup d'État au Niger semble avoir été le projet du président Bazoum de réformer le haut commandement militaire et de démettre le général Tchiani de ses fonctions.

Cela indique clairement que le coup d'État n'était pas réellement destiné à renforcer la souveraineté du Niger ou à aider les citoyens les plus pauvres du pays, mais plutôt à protéger les privilèges de l'élite militaire.

La rapidité avec laquelle de nombreux nouveaux gouvernements militaires ont cherché à remplacer une relation problématique avec un allié extérieur par une autre démontre bien les motivations contradictoires

des récents coups d'État.

Lors du récent sommet Russie-Afrique à Saint-Petersbourg, les dirigeants du Burkina Faso et du Mali ont déclaré leur soutien au président Vladimir Poutine et à l'invasion de l'Ukraine.

Comme par le passé, les bénéficiaires de ces alliances mondiales seront probablement l'élite politique plutôt que les citoyens ordinaires. Des rapports indiquent déjà qu'en mai, des troupes du groupe Wagner, en alliance avec le gouvernement de Poutine de l'époque, ont été responsables de la torture et du massacre de centaines de civils au Mali dans le cadre d'opérations anti-insurrectionnelles.

Il est donc peu probable que la réduction de l'influence française soit une simple aubaine pour la stabilité politique et, dans les décennies à venir, nous pourrions bien voir une nouvelle génération de chefs militaires tenter de légitimer d'autres coups d'État en invoquant la nécessité de débarrasser leur pays de l'influence malveillante de la Russie.

Source : BBC

PSG

Neymar serait prêt à filer en Arabie saoudite !

Le Brésilien rêve toujours de revenir en Catalogne. Pour preuve, il serait désormais prêt à accepter de signer en Arabie saoudite avant d'être prêté chez les Blaugranas.

Son père et son entourage démentent, mais Neymar (31 ans) est bel et bien disponible sur le marché. Le Brésilien jure ne pas avoir demandé un départ, mais le Paris Saint-Germain n'a pas changé d'avis. Si une belle offre se présente, l'Auriverde sera vendu. Et plusieurs équipes rêvent déjà de l'enrôler.

Nous vous avons ainsi révélé en exclusivité que l'Arabie saoudite est toujours sur le coup, et notamment le club d'Al-Hilal. La MLS est aussi à l'affût, après avoir attiré Lionel

Messi, mais c'est bien vers le Moyen-Orient que tous les regards sont tournés. En Espagne, la presse catalane assure que le FC Barcelone aurait sollicité l'aide saoudienne pour rapatrier le Brésilien.

Neymar est prêt à tout pour retrouver le Barça

En clair, l'idée serait qu'une écurie du Golfe recrute le joueur et le prête un an aux Blaugranas. Chez les Culers, l'espoir est de mise, d'autant que Xavi, longtemps, opposé au retour du Ney, semble enfin prêt à changer d'avis. «Neymar ? Je ne peux pas m'avancer. L'an dernier, j'avais parlé d'un joueur d'une autre équipe et ils se sont fâchés. Donc on verra bien d'ici la fin du mercato », a-t-il déclaré hier.



De son côté, Neymar aurait également évolué dans sa réflexion. *Sport* affirme en effet que le Brésilien serait désormais disposé à rallier l'Arabie saoudite, si le deal avec le Barça est validé. Pas emballé par le projet saoudien à l'origine, l'ancien Blaugrana sait que son retour en Catalogne est très compliqué financièrement parlant. L'idée de pouvoir exaucer son vœu en passant par le Moyen-Orient aurait donc fait son chemin...

Footmercato.com

Retour sur le Marché des Transferts

Elhadj Abdourahmane Bah Émerge de l'Ombre pour Briller à Nouveau

Après deux saisons émaillées d'embûches, Elhadj Abdourahmane Bah rayonne à nouveau. Le prodige offensif guinéen a réintégré le cercle professionnel en embrassant le maillot de l'USL Dunkerque, une équipe évoluant au sein de la deuxième division française. Une étape cruciale dans sa quête de rédemption sportive.

Naguère sacrés meilleurs buteurs de la Ligue 1 guinéenne durant la saison 2020-2021 avec une performance époustouflante de 17 réalisations, Elhadj Abdourahmane Bah était destiné à un avenir éclatant.

Cependant, son envol vers des horizons européens a été loin d'être un lit douillet. Dès ses premiers pas hors de la Guinée, ce jeune attaquant s'est trouvé face à une réalité impitoyable. Malgré son engagement sur cinq saisons auprès du Samsunspor, en seconde division turque, il n'a



eu l'opportunité de briller que dans six confrontations au cours de sa première année sur le Vieux Continent (saison 2021-2022).

La saison qui a suivi l'a vu prêté à l'équipe de Châteaubriant, évoluant au sein de la National 2 en France. Après cette incursion dans les rangs du football amateur, l'ancienne pépite du Club industriel de Kamsar renoue avec les cercles du football profes-

sionnel. Cette fois, Samsunspor l'a prêté à Dunkerque, au sein de la deuxième division française, pour une campagne entière. Une opportunité en or pour le jeune avant-centre âgé de 21 ans, qui saisit cette chance avec ardeur afin de se relancer et nourrir l'aspiration de toucher les sommets de sa discipline. L'USL Dunkerque, porté par la ferveur de ses partisans, espère que l'ajout d'Elhadj Abdourahmane Bah à ses rangs apportera l'éclat tant attendu à son attaque. Pour le talentueux Guinéen, c'est une chance de renouer avec les projecteurs et de retrouver la magie qui l'avait propulsé au sommet des classements des buteurs dans son pays natal. L'avenir s'annonce prometteur, et les observateurs du monde du ballon rond ont les yeux rivés sur ce jeune homme déterminé à gravir les échelons et à se forger un nom qui résonnera dans les annales du football international.

Louida Dia

Retour en grâce

Saidou Sow réintègre le firmament de la Ligue 1 française



Après une période de traversée du désert en deuxième division, l'ascension prodigieuse de Saidou Sow vers les sommets du football hexagonal est en passe de se réaliser. Le talentueux défenseur originaire de Guinée s'apprête à quitter les rangs de Saint-Étienne pour embrasser l'aventure strasbourgeoise,

dans un mouvement de transfert qui s'avère définitif et qui agite les cercles sportifs.

Longtemps évoquée, l'éventuelle cession de Saidou Sow semble cette fois bel et bien se concrétiser, amorçant ainsi son départ du giron forézien. En conformité avec les informations relayées par les experts de L'Équipe, il se murmure que l'AS Saint-Étienne aurait finalement abouti à un accord fortuit avec le club strasbourgeois, scellant ainsi le destin du pilier défensif guinéen.

En ce début de semaine, le jeune prodige de 21 ans devrait passer l'épreuve cruciale de la visite médicale, ultime étape avant la parache de son contrat de durée appréciable – quatre années au compteur – en faveur de l'équipe alsacienne. Cette démarche marquera un retour tant attendu de Saidou Sow sur la scène

prestigieuse de la Ligue 1 française, un terrain de jeu qu'il avait arpenté avec brio lors de deux saisons flamboyantes sous les couleurs des Verts. Toutefois, le destin cruel du sport l'avait alors contraint à vivre le revers de la médaille, avec la descente du club au sein de l'échelon inférieur.

Ce transfert marquera un tournant décisif dans la carrière du défenseur, puisqu'il s'agira là de son baptême hors des murs protecteurs de son club formateur. Une expérience qui suscite des attentes enthousiastes, tant chez les observateurs avertis que chez les supporters passionnés. Les projecteurs sont désormais braqués sur Saidou Sow, dont le retour en Ligue 1 promet des émotions fortes et un renouveau salutaire pour le football français.

LOUDA DIA

Henri Konan Bédié

Vie et mort du « sphinx de Daoukro », géant controversé de la politique ivoirienne (Suite et fin)

À l'approche de la présidentielle d'octobre 2020, et à défaut d'avoir une véritable stratégie, le CDRP appelle au boycott et à la désobéissance civile. La Côte d'Ivoire renoue avec les violences politiques, qui causeront un peu moins d'une centaine de morts.

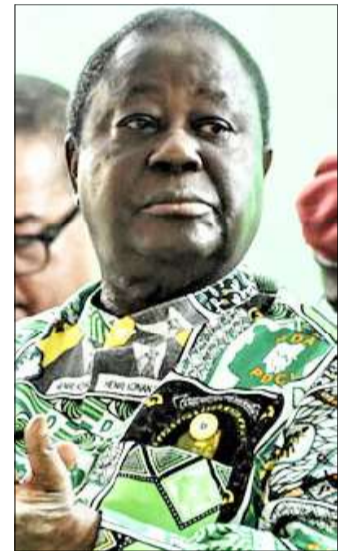
Alassane Ouattara est lui réélu avec 94,27 % des voix pour un troisième mandat très critiqué. En guise de contestation, Henri Konan Bédié lance un Conseil national de transition (CNT), vu comme un gouvernement parallèle par les autorités, qui arrêtent plusieurs figures de l'opposition et installent un blocus autour de la résidence du « Sphinx » au quartier Cocody-Ambassades.

La tension baisse lorsque les deux adversaires renouent le dialogue au symbolique hôtel du Golf une douzaine de jours après le scrutin.

Après cette nouvelle défaite, les langues se délient au PDCI. Une guerre de clans et la contestation de plus en plus explicite de la jeunesse du parti laissent entrevoir le début d'une guerre de succession, alors que des figures du parti ont déjà abandonné le navire.

Nouvel accord avec Gbagbo et attendu en tant que candidat à la présidentielle

Pour afficher une cohésion et solidités trouvées, en octobre 2022, le numéro 2 du PDCI Kakou Guikahué numéro 2 du parti, propose la candidature unique d'Henri Konan Bédié lors du prochain congrès, qui était prévu en 2023. Sans suspense, ce 13e congrès de



formation, aurait conduit l'ancien président Bédié vers la présidentielle de 2025 : il aurait alors 91 ans.

Une décision qui a poussé une frange réformatrice de la jeunesse du parti à lever sa voix, voyant dans cette proposition un déni de démocratie. D'autant que, à l'occasion du 75e anniversaire de la formation politique un an plus tôt, HKB avait appelé à « moderniser le parti ».

En 2021, avec le retour triomphal de Laurent Gbagbo au pays, HKB forge une nouvelle alliance d'opposition avec l'ex-chef d'État totalement blanchi par la CPI. Une alliance qui voulait se prolonger pour les élections municipales et régionales de septembre 2023.

Avec la disparition d'Henri Konan Bédié, c'est un imposant chapitre de l'histoire ivoirienne qui s'achève. S'il n'a pas su garder intact l'héritage du PDCI que lui a légué Félix Houphouët-Boigny, il y aura laissé une empreinte indélébile. Quelle que soit la personne qui reprendra le flambeau, elle aura grand mal à marquer les esprits à la même hauteur.

Sidy Yansané avec Rfi